



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/12/2025

Reçu en préfecture le 11/12/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20251209-2025_76-DE



DÉLIBÉRATION

2025/76

MUTUALISATION RELATIVE A LA CONCEPTION DES SUJETS DES CONCOURS ET DES EXAMENS PROFESSIONNELS DE CATEGORIE C

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 9 Décembre 2025 à 10 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. René HOCQ, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – Mme Isabelle LEMAIRE, Conseillère communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUHCINSKI, Conseiller Départemental.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 modifiée, modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 modifiée, relative à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 modifiée de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu le schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hauts-de-France en date du 13 juin 2022 ;

Vu la convention relative à l'exercice des missions par les centres de gestion des Hauts-de-France au profit de la région des Hauts-de-France en date du 17 octobre 2023 ;

Vu la convention relative à l'organisation et au financement des concours et examens professionnels, et à la mise en œuvre du schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des centres de gestion de la fonction publique territoriale des Hauts-de-France en date du 17 octobre 2023 ;

Vu la convention actualisée générale entre les centres de gestion relative à la mutualisation des coûts concours et des examens transférés du CNFPT vers les centres de gestion ;

Monsieur le Président informe le Conseil d'Administration que, jusqu'à aujourd'hui, seuls les concours et examens professionnels de catégories A et B faisaient l'objet d'une convention pour l'élaboration de sujets nationaux.

Il précise qu'à présent, les centres de gestion ont également choisi de mutualiser la conception et la production de sujets communs pour certains concours et examens professionnels de catégorie C.

Cette mutualisation se concrétise à ce jour, par des conventions relatives à la fourniture de sujets pour chaque concours ou examen professionnel qui fixent forfaitairement, pour chacune d'elle, le coût du sujet concerné.

A titre d'exemple pour la session 2026, le coût d'un sujet principal et d'un sujet de secours de l'examen professionnel d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, est fixé à 500€ pour la spécialité « mécanique, électromécanique ».

Par conséquent, il demande aux membres du Conseil d'Administration de l'autoriser à :

- signer les conventions correspondantes aussi bien au plan régional que national pour les concours et examens professionnels fixés en annexe ;
- engager les dépenses correspondantes.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* le Président à signer les conventions relatives à la mutualisation de la conception des sujets des concours et examens professionnels de catégorie C ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à engager les dépenses correspondantes.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 9 décembre 2025

Le Président,

René HOCQ